

# TENDANCES RÉCENTES et NOUVELLES DROGUES

Décembre 2019

## Les phénomènes marquants en 2018

Depuis l'exercice 2017, grâce au soutien de l'Agence régionale de santé (ARS) Île-de-France, le site TREND initialement implanté à Paris a étendu son champ d'observation à la Seine-Saint-Denis. Ce document synthétise l'ensemble des constats dans ces deux zones géographiques

### Emergence de signaux liés au Lyrica® (prégabaline)

Le Lyrica® (prégabaline) est un médicament prescrit dans le cadre de la prise en charge des troubles anxieux généralisés, de l'épilepsie et des douleurs neuropathiques. Son détournement est suivi par l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM) depuis 2012, mais demeurait non visible jusqu'ici dans les espaces d'observation du dispositif TREND. En 2019, quatre éléments montrent l'émergence de pratiques de détournement de ce médicament par des populations très diverses.

Il s'agit d'une part, de groupes d'usagers « cachés », socialement insérés, consommant, ou du moins expérimentant, ce produit dans un cadre privé, à domicile. Deux décès d'étudiants ont ainsi été rapportés par la Brigade des stupéfiants à la suite de consommations de cocaïne associées à une quinzaine de comprimés de prégabaline dans chacun des cas.

D'autre part, de fortes consommations, entraînant parfois des dépendances, sont

signalées chez des mineurs non accompagnés (MNA) maghrébins depuis 2018 par les urgences de l'hôpital Robert-Debré, un centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogues (CAARUD) et la consultation jeunes consommateurs de l'association Charonne (CJC La Consult') ainsi que le groupe focal application de la loi de Seine-Saint-Denis. Ces jeunes usagers, dont les consommations évoluent en fonction des opportunités (voir l'édition 2017), ne chercheraient pas spécifiquement ce produit qui vient s'ajouter aux autres substances consommées (alcool, cannabis, Clonazepam®/Rivotril®, MDMA, solvants).

Depuis le début de l'année 2019, des personnes d'origine géorgienne fréquentant la scène de consommation d'Aulnay-Sevrans détournent également ce produit. La consommation de Lyrica® qui augmente le risque de surdose opioïde, expose particulièrement ces polyconsommateurs aux accidents aigus. Enfin, un trafic de rue, tenu par des revendeurs habituels de Rivotril® est maintenant observé au métro Quatre-Chemins à Pantin.

Grégory Pfau,  
Grégoire Flye-Sainte-Marie,  
Catherine Pequart  
(Charonne/TREND)



## Accessibilité accrue de la méthamphétamine

Appelée « Tina » ou la « T » chez les chemsexers (« hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes (HSH) et consommant des produits psychoactifs en contexte sexuel »), l'accessibilité de la méthamphétamine continue d'augmenter depuis 2016. Deux communautés d'utilisateurs sont toujours identifiées : des chemsexers et des usagers asiatiques, en particulier certains membres de la communauté philippine de Paris, dont un groupe particulier a été repéré en 2018 dans l'Ouest parisien. Ces derniers sont souvent des travailleurs précaires et bénéficient de peu de ressources économiques. Ils utilisent ce produit pour lutter contre des rythmes de travail épuisants.

Les modalités d'accès au produit sont multiples s'agissant des chemsexers : auprès des usagers-revendeurs qui voyagent dans des villes européennes où la méthamphétamine est plus accessible (Berlin, Londres...), via les applications de rencontre, via des réseaux communautaires ou par le biais d'escorts (travailleurs du sexe n'exerçant pas sur la voie publique) dont les clients sont des chemsexers.

Sur certaines « applis » de rencontre, où les revendeurs affichent les produits disponibles, un pseudo

contenant un « T » majuscule signifie une offre de méthamphétamine. Les autres applications sont des messageries ou réseaux sociaux donnant accès à la méthamphétamine via des livraisons ou des rendez-vous. La revente au détail semble s'organiser (vente au demi-gramme, au gramme ou par 5 grammes) et le prix du gramme a été divisé par 2 entre 2017 et 2018, passant de 200 à 80 euros. Le demi-gramme est désormais accessible pour 50 euros. En 2018, 4 saisies ont été réalisées en Île-de-France (poids total de 1,890 kg) dont une, exceptionnelle, de 1,3 kg, renforçant l'hypothèse de l'augmentation du trafic. L'absence de trafic de rue, l'accessibilité restreinte à quelques chemsexers la fluctuation du prix et de la disponibilité du produit laissent, en effet, supposer que le trafic n'est toujours pas réellement structuré

Les chemsexers fument, injectent ou consomment ce produit par la voie rectale (administrée via une seringue sans aiguille après dilution), en association ou non avec d'autres substances (GBL, cathinones).

La communauté philippine parisienne, quant à elle, serait alimentée par d'autres circuits. Selon la Brigade des stupéfiants, la méthamphétamine est fabriquée au Nigéria, transportée par des Nigériens non consommateurs, qui transitent par l'Espagne.

## Les prix des principales drogues observés à Paris et en Seine-Saint-Denis en 2018

Principaux produits		Zone géographique	Prix courants	Tendance 2017/2018
Cocaïne		Paris / Seine-Saint-Denis (SSD)	63 €/ le gramme	↘
Crack		Paris	13 € l'unité (rue)	→
		SSD	15 € l'unité en rue et 20 € en cité	→
Cannabis	Herbe	Paris / SSD	10 € le gramme	→
	Résine	Paris / SSD	5 € le gramme	→
Héroïne		Seine-Saint-Denis Pas de marché de rue structuré à Paris en 2018	43 € le gramme	↗
Subutex		Paris Pas de marché de rue structuré en SSD	Entre 3/5 € le comprimé	↘
Méthadone	Gélule	Paris Pas de marché de rue structuré en SSD	4 € la gélule	→
	Sirop	Paris Pas de marché de rue structuré en SSD	5 € les 60mg	→
Skenan		Paris Pas de marché de rue structuré en SSD	5 € la gélule	→
MDMA	Cristal	Paris / SSD	56 € le gramme	→
	Parachute	Paris / SSD	10 € l'unité	→
	Comprimé	Paris / SSD	10 € l'unité	→
Méthamphétamine		Paris Pas de marché de rue structuré en SSD	100 € le gramme	↘

## Livraison à domicile : entre revendeurs indépendants et entreprises de livraisons centralisées

On observe un développement de la livraison à domicile de produits stupéfiants depuis plus de six ans en Île-de-France (IdF). Les livreurs se rendent aux domiciles des clients en scooter, en voiture ou encore en transport en commun, ce qui rend leur détection plus difficile par les forces de l'ordre. Cette tendance est notamment liée à la réticence de nombreux consommateurs à se rendre dans les lieux de revente, jugés insécurisants et/ou dangereux du fait des contrôles policiers et de l'environnement urbain. Si, à Paris, ce phénomène est maintenant bien installé et connu, il semble se développer en Seine-Saint-Denis. Cannabis, cocaïne, voire héroïne sont maintenant accessibles par prise de rendez-vous ou en livraison à domicile dans un nombre croissant de communes. De nombreux « fours » ou lieux de ventes fixes restent très actifs et accessibles aux usagers, mais certains tendent à adopter une organisation favorisant la revente par téléphone, plus discrète.

Toujours pour rendre le trafic moins détectable par les forces de l'ordre, l'utilisation d'alternatives aux SMS paraît plus fréquente, notamment le recours à des messageries éphémères ou à des applications de rencontres (Snapchat, Telegram, etc.). Les témoignages des usagers de ces outils confirment la diversification de l'offre « multi-produits ». La cocaïne et le cannabis sont les plus souvent proposés, mais d'autres produits (MDMA et kétamine principalement) sont aussi accessibles. On peut décrire deux formes d'organisation distinctes : le vendeur-livreur indépendant et la centrale d'appels.

Le vendeur-livreur indépendant assure lui-même la gestion des relations avec ses clients, à l'aide d'un répertoire centralisé et d'un numéro de téléphone unique. Il les avertit par message des offres promotionnelles sur les produits vendus et des changements réguliers de son numéro téléphonique. Il s'agit de la forme d'organisation la plus courante de vente en livraison.

Le mode opératoire des centrales d'appel est quant à lui similaire à celui d'un restaurant par livraison. Le client passe sa commande de produit et indique sa localisation géographique. La centrale d'appel dépêche ensuite un livreur qui apporte le produit au client. Les livreurs sont généralement embauchés à la journée par les trafiquants. Les livraisons sont réparties en contrôlant la localisation des livreurs et établissant des parcours optimisés. Certaines centrales d'appels peuvent gérer un fichier de plus de 500 clients et mobiliser plus de cinq livreurs simultanément. Pour limiter les risques en cas d'interpellation des livreurs il n'y a pas d'interaction téléphonique entre ceux-ci et les clients. La centrale d'appel est donc la forme actuelle d'organisation la plus « structurée » de vente de drogues par téléphone.

L'exploitation d'un fichier client peut devenir impossible à gérer par une seule personne du fait de la très forte demande des consommateurs. Les informations recueillies auprès des services d'application de la loi montrent que l'augmentation du nombre de clients peut amener un vendeur-livreur indépendant à embaucher d'autres livreurs et à créer une centrale d'appel. Le vendeur-livreur indépendant devient alors gestionnaire d'une plateforme d'achat par téléphone et doit gérer son stock, son fichier client et ses livreurs. Dans un contexte de forte concurrence (certains consommateurs déclarent avoir en leur possession une quinzaine de numéros de livraison), on observe une poursuite de l'utilisation de stratégies de marketing dans la promotion de des produits (SMS réguliers, promotions, fidélisation).

Il est à noter que les coordonnées des clients d'un vendeur-livreur indépendant ou d'une centrale d'appel s'achètent et se revendent. La création d'une centrale d'appel peut ainsi être le résultat de rachats de fichiers client permettant un accès à de nombreux consommateurs potentiels.

Pour les deux modes d'organisation, on observe une différenciation d'origine géographique entre consommateurs et vendeurs/livreurs. Selon la Brigade des stupéfiants, la majorité des consommateurs faisant appel à la livraison à domicile vivent à Paris, tandis que les revendeurs vivent principalement en banlieue parisienne (Seine-Saint Denis principalement).

## Vers une diffusion de l'usage de 3MMC ?

Les cathinones, molécules synthétiques aux effets stimulants et empathogènes constituent une des familles de molécules intégrées à l'ensemble des nouveaux produits de synthèse (NPS). Ce dernier terme désigne une catégorie de molécules synthétiques, dont l'offre s'est multipliée à la fin de la décennie précédente par le biais d'Internet. Les termes « cathinones » et « Nouveaux Produits de Synthèse (NPS) » ne sont pas ou peu connus des usagers et utilisés uniquement par les intervenants de la réduction des risques et des dommages (RdRD) et en addictologie. Cette catégorie de substances est présente dans le milieu gay parisien depuis la fin des années 2000 en particulier par des usagers pratiquant le chemsex.

Dans cet ensemble, la 3 MMC (et la 4MEC dans une moindre mesure) se détache nettement des autres cathinones (appellation spécifique, usages dans divers espaces, modes d'accès variés) et semble suivre un parcours rappelant des drogues plus diffusées et consommées par des publics variés.

Un diminutif est maintenant largement utilisé par les usagers qui évoquent la « 3 » (pour 3MMC), tout comme la cocaïne peut être nommée « la C » ou la MDMA « la D ».

Selon l'ethnographie et certaines structures de RdRD de première ligne, les espaces où « la 3 » est consommée ne se cantonnent plus aux lieux accueillant des pratiques de chemsex. Le milieu festif « queer » et les soirées alternatives techno peuvent être des lieux d'usage de cette cathinone par des personnes non chemsexers et se définissant comme hétérosexuelles.

Par ailleurs, alors que la 3MMC était consommée de manière opportuniste les années précédentes, certains consommateurs recherchent aujourd'hui ce produit, notamment comme alternative à la cocaïne. En termes d'effet, les consommateurs décrivent une montée plus douce et un effet plus long, permettant de ne pas reconsommer toutes les demi-heures. Les consommateurs de 3MMC (chemsexers ou non) mettent aussi en avant le prix plus avantageux de la 3MMC (trois à quatre fois moins chère que la cocaïne).

Peu à peu, un marché physique s'installe à Paris et semble pour le moment n'être accessible qu'aux

chemsexers. Ce marché constitue une alternative aux sites Internet encore majoritairement utilisés par les usagers. Il est ainsi possible de se procurer de la 3MMC en livraison à domicile ou sur rendez-vous via des applications de messageries et de rencontres ou par l'intermédiaire d'usagers revendeurs (et des escorts concernant les chemsexers). Le prix moyen est de 20 euros le gramme sur Internet et de 35 euros le gramme via le marché physique.

La 3MMC serait aujourd'hui considérée par certains vendeurs comme un produit d'appel. Elle serait utilisée comme appellation générique pour revendre d'autres cathinones. Les chemsexers émettent régulièrement des doutes sur l'adéquation entre les produits qu'ils pensent acheter et leurs compositions réelles. Selon les dispositifs d'analyse de drogues disponibles à Paris, la 3MMC peut parfois contenir une autre molécule que celle attendue ou des mélanges. En 2018, un échantillon de 3MMC présumé contenait un mélange de deux cathinones (4-Chloro-alpha-PVP et N-ethylhexedrone).

## Les lignes de force toujours en vigueur

### Des scènes ouvertes persistantes

Paris et la Seine-Saint-Denis abritent plusieurs scènes ouvertes, c'est à dire des fractions de l'espace public où des transactions et des usages de drogues s'effectuent à la vue des passants et des riverains. À Paris, outre les scènes ouvertes liées à la vente de sulfate de morphine aux alentours de la gare du Nord, ce sont les lieux de visibilité de la vente et de la consommation de crack, qui évoluent le plus en 2018. Leurs localisations sont influencées notamment par les interventions des forces de l'ordre qui contiennent et/ou font pression sur des zones géographiques dès lors que la visibilité des usages et revente de crack deviennent trop importantes. Ainsi, la scène pérenne de vente et de consommation de Stalingrad se déplace vers le Jardin d'Éole durant l'année 2018, tandis que celle située Porte de la Chapelle, appelée la Colline, s'élargit. Sa fréquentation augmente (au moins 100 personnes sont présentes en permanence en journée), les populations qui s'y rendent se diversifient : des grand précaires aux personnes semi-insérées, des jeunes adultes voire mineurs jusqu'aux plus âgés atteignant la soixantaine, des personnes d'origine afro-caribéennes historiquement présentes sur ce lieu jusqu'aux Géorgiens fréquentant habituellement les alentours de gare du Nord... Et la visibilité de l'injection progresse sur ce lieu où les produits étaient quasi exclusivement fumés les années précédentes. L'augmentation de la visibilité de l'injection est probablement due à la diversification des populations fréquentant la colline, dont des injecteurs de sulfate de morphine, mais pourrait être aussi liée à l'augmentation

du recours à l'injection de crack. Les lignes du métro parisien restent aussi le théâtre de consommations, reventes, nuisances et agressions. La couverture médiatique de ces phénomènes a été majeure en 2018.

En Seine-Saint-Denis, la seule scène ouverte de crack se situe autour de la gare de Saint-Denis. Des scènes ouvertes d'injection de cocaïne et héroïne existent à Aulnay et Sevran, aux alentours du CAARUD d'Aulnay mais aussi dans des parkings, des squats et des parcs. Ces lieux sont investis principalement par les usagers les plus touchés par la précarité socio-économique qui sont chassés des lieux de revente de cité par les réseaux pour éviter de rendre le trafic trop voyant.

### Des soirées légales aux allures de free parties

De nombreuses soirées de musiques électroniques se sont appropriées les codes des free parties (révélation du lieu de la soirée au dernier moment sur les réseaux sociaux, moins de contrôle des consommations de produits stupéfiants et utilisation de lieux éphémères pour l'organisation de soirées). Il est ainsi plus difficile pour les participants de faire la distinction entre soirées légales et illégales. Les *Warehouse parties* (soirées se situant dans des hangars, des squats, des friches, des parcs, des usines désaffectées) continuent de se développer. Cette tendance de fond dure depuis environ 3 ans et modifie en profondeur la vie nocturne parisienne qui s'exporte désormais souvent en banlieue (Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne et Hauts-de-Seine principalement). Les distinctions de groupes

d'usagers en fonction du type de musique diffusée (Drum&Bass, Trance, hardtek, Gabber etc.) semblent moins importantes que par le passé. Ce mélange des styles musicaux favorise la cohabitation, au sein d'une même soirée, de publics n'ayant pas l'habitude de se fréquenter.

Les barrières dues aux orientations sexuelles sont de moins en moins marquées. Ainsi de nombreuses soirées de musiques électroniques incluent des publics habitués des lieux affichés LGBTQ+ (Lesbiennes, Gay, Bi, Trans, Queer, incluant d'autres identités sexuelles ou de genre). Dans ce contexte globalement libertaire (lieux désaffectés plus ou moins autorisés, diversité d'orientations artistiques et sexuelles, tolérance, même relative, vis-à-vis des consommations de produits psychoactifs, etc.) les publics peuvent se sentir libre d'expérimenter et de consommer des drogues.

En ce qui concerne les choix de produits au sein des espaces festifs en Île-de-France, la MDMA reste le produit de prédilection notamment pour sa disponibilité très élevée (sur place, en livraison ou sur le darknet) et son prix bas (10 euros le comprimé en milieu festif, voire 2 euros sur le darknet) mais le GBL et la kétamine sont aussi prisés par certains fêtards.

Enfin, les dommages liés à ces usages sont parfois visibles. Selon les services de police de Seine-Saint-Denis, plusieurs surdoses graves dont une mortelle ont eu lieu dans ces soirées Warehouse en 2018.

### **Diversification des modes d'accès aux produits en Seine-Saint-Denis**

Dans des fours, dans la rue, sur rendez-vous, à domicile, tous les modes d'accès aux produits sont retrouvés dans les observations réalisées en 2018. De plus, les points de vente multi-produits (cannabis-cocaïne ; héroïne-cocaïne) se multiplient, augmentant de fait l'accessibilité de ces substances.

Les observations confirment aussi l'existence de « drive » selon des modes divers : le drive « classique » (le client ne descend pas de sa voiture pour se faire servir à un endroit donné et identifié comme lieu de revente) et le drive « inversé » ou « vendeur ambulant » (le revendeur se déplace dans des quartiers avec des produits dans son véhicule, la transaction a lieu par la fenêtre du véhicule). Les drives ne sont pas nombreux et semblent installés sur un nombre limité de communes (Noisy-le-Sec de manière inconstante, Bondy, Saint-Denis).

À Saint-Denis centre et à Aubervilliers, le marché de rue tend à se développer. Dans le centre de Saint-Denis, cannabis et crack sont accessibles. Des similitudes existent entre le trafic de rue au Metro Quatre-Chemins (Aubervilliers) et celui observé à Barbès dans le 18<sup>e</sup> arrondissement : cigarettes, Rivotril® et Lyrica® sont disponibles et

des populations similaires y sont observées, dont des MNA marocains (principalement), tunisiens et algériens.

### **Primo-arrivants : entre consommations et traffics**

Plusieurs sources d'observation font état de pratiques de consommation et/ou de trafic chez des migrants primo-arrivants. La scène ouverte de consommation de crack de la Porte de la Chapelle appelé « la Colline » concentre les inquiétudes des pouvoirs publics. En effet, on observe des pratiques de consommation chez des primo-arrivants dont les camps de fortune sont situés à proximité immédiate de la Colline. Ces primo-arrivants sont d'origine asiatique (Afghanistan, Pakistan) ou africaine (Ghana, Burkina-Faso). On observe aussi certains MNA maghrébins ou de jeunes majeurs en errance. Certains d'entre eux, déjà poly-consommateurs et vivant précédemment dans un quartier très proche de porte de la Chapelle (la Goutte d'or) sont aujourd'hui des usagers réguliers de La Colline, voire y ont élu domicile.

Par ailleurs certains MNA maghrébins ou anciens MNA peuvent être impliqués dans le trafic de stupéfiants (crack entre La Colline et la petite couronne en Seine-Saint Denis, Rivotril® ou cannabis à Barbès...).

### **La Seine-Saint-Denis, le département privilégié pour se procurer de l'héroïne**

L'héroïne apparaît particulièrement accessible en Seine-Saint-Denis et de nombreux consommateurs résidant dans des départements voisins ou éloignés (Paris, Yvelines, Essonne, Hauts-de-Seine, Seine et Marne et départements hors Île-de-France) s'y déplacent pour s'en procurer.

On peut décrire des profils de consommateurs très variés, des plus intégrées (chef d'entreprise ou cadre, employés, fonctionnaires) aux personnes en errance, sans domicile fixe et/ou migrants. Les plus touchés par la précarité socio-économique peuvent être d'origine maghrébine, portugaise, indienne (de la région du Pendjab principalement), d'Europe de l'Est et du Caucase.

Le triplement des saisies sur le département en 2018 témoigne de la disponibilité de la substance. Son accessibilité augmente. Plusieurs nouveaux points de vente fixes ont ouvert dans des cités de différentes villes du département (Aulnay, Sevran, Tremblay, Saint-Denis et Stains). Pour toucher l'ensemble des usagers, la diversification des méthodes d'accès à l'héroïne semble s'accélérer, en particulier via des livraisons et des prises de rendez-vous par téléphone. Pour la première fois en 2018, certains lieux fixes emblématiques de revente d'héroïne (Clos-Saint-Lazare à Stains, Cité des Poètes à Pierrefitte) ont ainsi proposé à leurs clients des rendez-vous par téléphone. Ces méthodes permettent un trafic discret



et sécurisant. Elles facilitent l'accès à des usagers plus insérés, se déplaçant en voiture sur leurs temps de pause déjeuner, en soirée et le week end.

Les conséquences les plus graves liées à l'usage d'héroïne sont toujours visibles en Seine-Saint-Denis. L'année 2018 aura été marquée par sept overdoses mortelles liées à ces consommations (contre 3 relevées par la Brigade des stupéfiants en 2017) et de très nombreuses surdoses et accidents graves.

Le CAARUD d'Aulnay doit faire face à dix overdoses par an en moyenne. Ses usagers n'habitent souvent pas le département mais identifient le CAARUD comme un lieu ressource en termes de santé et le sollicite notamment en urgence en cas d'accident par overdose d'un de leurs pairs. Huit overdoses aux opioïdes ont été prises en charge en 2018 via l'administration de naloxone et appel du SAMU. Même si elle est disponible en centre spécialisé, la diffusion de la naloxone semble très limitée auprès des usagers qui, parfois, ne connaissent même pas l'existence de cet outil.

## LE DISPOSITIF TREND NATIONAL ET LOCAL

Le dispositif Tendances récentes et nouvelles drogues (TREND) de l'OFDT s'appuie sur un réseau de huit coordinations implantées à Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Paris, Rennes et Toulouse.

Celles-ci mettent en œuvre des outils d'observation qualitatifs (observations ethnographiques, groupes focaux, entretiens individuels...), afin de repérer, documenter et contextualiser les phénomènes émergents et les tendances récentes en matière de drogues illicites et de médicaments détournés. Elles recueillent leurs informations auprès d'acteurs (usagers, professionnels ou intervenants associatifs du secteur socio-sanitaire, forces de l'ordre, etc.) dont l'ancrage local contribue à une meilleure compréhension des spécificités territoriales.

Deux espaces particulièrement concernés par les usages de produits psychoactifs sont investigués : l'espace urbain (rue, squats, zones de deal, structures de réduction des risques et d'addictologie) et l'espace festif techno regroupant la scène alternative (free parties) et commerciale (clubs, discothèques, bars).

Chaque site participe également, par ses collectes de produits et par la transmission de signaux d'alerte, au système d'identification national des substances (SINTES) qui assure une veille sur des produits nouveaux ou inhabituellement dangereux et sur le contenu toxicologique des substances en circulation.

La coordination du site de Paris, qui bénéficie du soutien financier de l'ARS Île-de-France, est confiée à l'association Charonne.



**Directeur de la publication :** Julien Morel d'Arleux

**Coordination rédactionnelle :** Clément Gérome, Michel Gandilhon et Julie-Emilie Adès  
**Pôle TREND-OFDT /** Agnès Cadet-Tairou, Victor Detrez, Michel Gandilhon, Clément Gérome, Magali Martinez, Maitena Milhet.

**Remerciements :** Vincent Benso, Mathieu Lovera (ethnographie de terrain) et à l'ensemble des usagers contribuant au dispositif. Merci à Sevag Chenorhokian, à l'ensemble des collecteurs SINTES, aux membres des groupes focaux des champs d'application de la loi et sanitaire ainsi qu'à l'Agence régionale de santé Île-de-France.

**Relecture :**

**Conception graphique et réalisation :** Frédérique Million (OFDT)

[ Crédits photos : © victorptorres / © Photographee.eu - Fotolia.com / © Frédérique Million (OFDT) ]

**OFDT**

69 rue de Varenne  
CS 70780 - 75700 Paris cedex 07  
Tél. : 01 41 62 77 16  
ofdt@ofdt.fr

**Association Charonne**

3, quai d'Austerlitz  
75013 Paris  
Tél. : 01 48 07 57 00

Contact de la coordination  
du site TREND IdF :  
gregory.pfau@charonne.asso.fr